

Pour une démocratie continue

Au lendemain d'un scrutin électoral au taux d'abstention sans précédent, la majorité sénatoriale et le gouvernement ont choisi de rejeter toutes les propositions socialistes de renforcement de la participation citoyenne, dans le cadre du projet de loi *Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et autres mesures de simplification de l'action publique*, dit *3DS*.

« Nos propositions étaient loin d'être révolutionnaires », souligne pourtant le sénateur des Landes, **Éric Kerrouche** : « budget participatif, questions orales citoyennes, une fois par an, organisation d'une consultation du public dès lors que le nombre de signatures citoyennes requis est atteint, référendum régional d'initiative partagée, abaissement du seuil de population requis pour la mise en place d'un conseil de développement dans une intercommunalité et, enfin, lancement d'une réflexion pour un véritable statut de l'élu qui permette de démocratiser la fonction élective ».

L'unique proposition retenue consiste à abaisser le seuil de signatures nécessaire à l'examen d'une consultation du public par le conseil municipal.

Et pourtant, c'est bien par l'innovation démocratique qu'il sera possible de faire reculer l'abstention, comme le défend **Dorian Dreuil**, dans une note publiée par la *Fondation Jean Jaurès*. « **Cela peut paraître paradoxal, mais seule une démocratie du quotidien pourra rendre aux citoyens la confiance nécessaire dans les institutions pour les représenter. Souvent présentée en opposition, la démocratie délibérative ou participative n'est pas incompatible avec la démocratie électorale.**



Une occasion manquée

Au contraire, il ne s'agit plus de dire aux citoyens électeurs que la vie de la Cité se résume à se rendre aux urnes tous les six ans ou cinq ans, mais de les associer au quotidien. Une plus grande place de la démocratie participative ne peut que nourrir et renforcer la démocratie participative. Elle est même de nature à éviter son crépuscule et reconnecter les citoyens et la vie politique. C'est aussi faire confiance à l'expertise citoyenne, au savoir profane et réduire le fossé entre ceux qui sont considérés comme des professionnels du monde politique et ceux qui ne voient pas dans leurs vies les effets des politiques publiques.»

« Face à la crise démocratique que nous connaissons, quels sont les arguments de la majorité sénatoriale ? Il ne s'agirait que de mesures techniques qui ne constituent pas une réponse à l'abstention », explique **Éric Kerrouche** qui est obligé de constater que la majorité sénatoriale et le gouvernement ne proposent rien et n'ont absolument pas tiré les conséquences du message adressé par les électrices et les électeurs, le mois dernier.

Au final, ce texte, qui à l'origine devait traduire la vision du chef de l'État de la République territoriale, s'est transformé en texte « nid de poule », selon l'expression d'**Éric Kerrouche**. Il répare des choses, de ci de là, parfois à juste titre, parfois moins, mais il ne trace aucun itinéraire et ne porte pas de souffle.



Pour un congrès utile

L'histoire du Parti Socialiste est rythmée par ses congrès. Ils permettent de débattre, de fixer la ligne, idéologique et stratégique, et de renouveler les instances, nationales ou fédérales.

Le 79^e ne dérogera pas à la règle. Deux textes sont soumis aux votes des adhérents. Dans ce numéro, les deux mandataires fédéraux présentent leur vision de ce congrès et leurs propositions pour les prochaines années.

D'ici le 9 septembre, date du vote sur ces deux textes d'orientation, la Fédération et les sections organiseront des assemblées générales pour que chacun puisse présenter ses orientations.

Aux mandataires des textes d'orientation, mais aussi aux adhérents, de faire de ce moment de débats un temps utile pour notre parti qui doit sortir de ce congrès plus fort et encore plus déterminé pour affronter les échéances électorales de 2022.

Debout les Socialistes pour le nouveau

Notre direction nationale actuelle a installé notre parti dans une forme d'obsolescence programmée, de dynamique d'inéluctable disparition. Notre silence, notre effacement, laissent un immense espace politique en jachère.

Nous sommes fermement opposés à la stratégie de la marginalisation programmée du Parti Socialiste. Un réveil socialiste est indispensable !

Nous sommes un collectif de militants qui ne pouvons nous résoudre à renoncer. Nous voulons ouvrir une ère nouvelle pour la Gauche sociale, écologique et républicaine : celle de son rassemblement, loin de l'éclatement qui prévaut aujourd'hui. Nous voulons un Parti Socialiste résilient, qui ne renoncera jamais à être le centre de gravité de la Gauche.

Nous voulons un Parti Socialiste digne de son passé, fier de ses conquêtes, de ses réalisations, conscient de son apport historique à l'amélioration de la condition humaine.

Chacun a bien conscience de la béance politique à Gauche. Alors, un siècle après le congrès de Tours qui a vu notre famille politique se diviser, travaillons à la réunir autour d'un projet d'avenir !

Cher.e camarade, on veut nous faire croire à un congrès administratif, sans enjeux ; on nous suggère un congrès défaitiste qui entérinerait les revers et laisserait à d'autres la place qui est la nôtre. Nous vous proposons de rester debout, de redresser la tête, de faire un grand congrès politique, un congrès d'avenir pour notre parti, pour la Gauche, pour la France. Nous vous proposons un grand congrès de reconstruction.

« Travaillons à réunir notre famille politique autour d'un projet d'avenir ! »

Sept orientations au cœur du projet des Socialistes

Il reste peu de temps avant les élections présidentielle et législatives pour proposer un projet à nos concitoyens. C'est fort d'un socle idéologique renouvelé et revivifié que nous pourrions travailler avec nos partenaires pour construire une alliance programmatique,

et pour être en situation de désigner un.e candidat.e à l'élection présidentielle. Ce projet nous proposons de l'articuler autour de sept thèmes :

• Renouer avec le progrès et la justice sociale

La valeur « travail » nous est chère. Toutefois, de nouvelles formes de travail se développent isolant les travailleurs. C'est parce que nous croyons au progrès que nous ne pouvons pas nous contenter de protéger les acquis. Il faut une mobilisation de l'État pour aller vers de nouvelles protections et vers une plus grande justice salariale.



Nous devons aussi renouer avec une politique fiscale offensive. Elle rétablira l'égalité entre fiscalités du capital et du travail. De plus, elle développera la solidarité fiscale et la contribution des plus aisés sur la fiscalité du patrimoine.

• Pour le renouveau d'une transition écologique

Avec les accords de Paris de 2015, les objectifs climatiques ont été chiffrés. Mais les engagements pris ne sont pas à la hauteur de l'objectif. La puissance publique doit intervenir pour accélérer la rénovation énergétique, pour améliorer les transports, stocker l'énergie, mieux gérer les déchets, soutenir l'agro-écologie. Ce deuxième chantier est décisif pour trouver un équilibre durable entre le social et l'écologie.

• La République qui protège

L'augmentation des effectifs des forces de l'ordre, leur rémunération et leur formation initiale et continue sont des sujets dont il faut se saisir, tout comme la modernisation des moyens nécessaires à l'exercice de leur métier.

Nous devons repenser le rapport des Français à la sécurité. Nous devons établir un nouveau pacte de confiance entre les citoyens, les forces de l'ordre et la justice, il en va de la stabilité de notre pays. Nous engagerons un débat sur le terrain, tant il est urgent de rétablir la confiance.

• Une éducation nationale émancipatrice

Nous devons mettre l'éducation au cœur de notre projet politique afin que l'école porte la promesse républicaine. Nous devons mettre en place une réelle mixité sociale et scolaire.

• Faire nation commune

Nous établirons des plans de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, inscrits à l'échelle des territoires et des communes, permettant ainsi d'y faire adhérer les habitants dans les aspects de la vie quotidienne.

La laïcité est un principe républicain fondamental. Nous réaffirmons les principes de laïcité dans leur entièreté, et toute leur actualité, pour la République en 2021.

• Aux urnes, citoyens !

Nous porterons la nécessaire réinvention de notre démocratie représentative, pour permettre l'émergence et l'expression libre d'une diversité d'opinion. L'exemplarité du PS doit commencer par une véritable consultation des militants.

La démocratie représentative doit aussi se développer dans la sphère professionnelle, en particulier la vie des entreprises. La prise en considération des parties prenantes de l'entreprise, dont les salariés, est croissante mais doit être amplifiée.

• Une organisation politique en phase avec son temps

Les partis traditionnels sont bousculés par les mouvements, plus souples mais structurés autour d'une femme ou d'un homme providentiel. Nous devons renouer avec le défrichage des idées, le débat. La priorité est de retrouver le débat sanctionné par le vote militant qui permettra de trancher nos orientations, de choisir nos candidats. Cela passe par une réforme statutaire.

Nous t'invitons à retrouver l'intégralité de nos propositions sur https://www.parti-socialiste.fr/toa_deboutlessocialistes

Rejoins-nous camarade, vote et fais voter pour le texte d'orientation *Debout les socialistes !*

Laurent PÉRON



De la renaissance à l'alternance

Chères camarades, Chers camarades,

La tenue de notre congrès les 17, 18 et 19 septembre prochains ainsi que la période qui va suivre doivent être l'occasion de nous retrouver, de travailler et de débattre tant de notre positionnement idéologique que de notre stratégie.

• À quoi doit servir ce congrès ?

À faire de notre Fédération un exemple de refondation. Nous en avons les bases et l'expérience.

Notre congrès ferme un cycle d'élections territoriales. De 2017 à 2020, nous avons traversé une période de fortes turbulences et de doutes. Certains nous reléguent à un monde qui devait disparaître. Mais les électeurs nous ont renouvelé leur soutien dès les élections municipales, au détriment du duopole LREM-RN.

Aux Régionales et aux Départementales, nationalisées à outrance, nos sortants ont également été confortés, comme Loïg Chesnais-Girard en Bretagne. Malheureusement, en Finistère, la très courte défaite aux Départementales ternit le tableau et nous déçoit toutes et tous.

Pour toutes ces élections territoriales, le PS a volontairement privilégié la construction de listes rassemblant les forces de Gauche, convaincu que l'unité est un atout pour la victoire. Si la force d'une organisation politique se mesure autant dans sa capacité à conserver que dans son aptitude à conquérir, notre parti est donc sorti rassuré de ce cycle. Nous entrapercevons dès lors une capacité à, demain, fédérer à nouveau la Gauche.

« Ce congrès doit servir à faire de notre Fédération un exemple de refondation. »

Au sein de la Fédération, nous avons ouvert depuis 2017 une phase de refondation politique, même si notre vie militante n'a pas échappé aux affres des confinements. Mais la vigueur de nos militants est une tradition finistérienne et nous avons d'ailleurs depuis toujours cherché à innover dans nos pratiques (adoption en 2009 de notre charte de la rénovation interdisant le

cumul et promouvant la parité intégrale, présidente élue du Conseil fédéral, etc.).

La Fédération n'a donc pas ménagé sa peine, avec l'aide des militantes et des militants : nous avons organisé des débats, participé activement aux travaux du BREIS, assuré les processus de désignation aux élections et mené nos campagnes électorales. Ce ne fut pas le cas dans tous les départements.



Nous devons approfondir cet effort et transformer notre Fédération en une université populaire, un lieu de débats et de controverses. C'est à ce prix que nous retrouverons notre rôle d'animation politique. Mais la force d'un parti est aussi d'identifier des candidats potentiels, de les préparer par des formations adaptées et de donner de la cohérence aux propositions locales.

Ces fonctions se nourrissent l'une l'autre : sans cela, nous ne parviendrons pas à attirer de nouvelles compétences, à faire revenir celles et ceux qui nous ont quittés, à renouer le lien avec les syndicats, les associations ou encore à attirer les électeurs qui se détournent massivement des urnes.

Notre cap ne doit donc pas être de court terme, d'un congrès à un autre, il doit s'inscrire dans le temps long, celui de la reconquête collective.

• Pourquoi choisir le texte d'orientation d'Olivier Faure ?

Des textes s'opposent mais nos désaccords ne masquent pas notre large communauté de vue : refus des injustices, lutte contre toutes les souffrances, émancipation, égalité des droits ; écologie également. Qui réfute qu'être socialiste aujourd'hui, c'est porter une écologie de progrès, qui s'inscrit dans la filiation des idées et des combats socialistes, qui ne nie pas le progrès humain et qui place les droits sociaux au premier plan ?

Nous ne chercherons donc pas à forcer le trait pour le plaisir de la confrontation. Ce n'est pas notre intérêt collectif. Le rassemblement constitue le seul véritable enjeu de notre congrès.

Reste l'orientation stratégique. Nous restons persuadés que, là aussi, en empruntant peut-être des chemins de pensée différents, nous tendons vers le même horizon. Car la réalité des faits s'impose : un rapport de force existe aujourd'hui à Gauche. De la même manière qu'avant 1978, notre combat politique consistait à rester devant le PCF, nous devons, aujourd'hui, continuer à rassembler la Gauche pour la conduire à nouveau à la victoire.

Mais ce rapport de force doit être mené à partir de nos convictions, pas dans une course à l'opinion. On ne construit rien de durable sans vision à long terme, sans analyse des mutations qui travaillent notre société. Le débat avec nos partenaires doit être mené de façon exigeante et lucide en favorisant l'union des forces, chaque fois que cela est possible et nécessaire. L'union est un combat ; l'isolement serait une défaite.

L'urgence est donc au travail idéologique, en impliquant toutes les militantes et tous les militants. C'est ce que nous proposons. L'originalité de notre texte est l'analyse des rapports de force à Gauche. Il faut toujours partir du réel pour forger les outils de sa transformation. Revendiquer d'être l'axe sur lequel la Gauche doit se rassembler nécessite de réinventer une « matrice idéologique » fondée sur le volontarisme politique. Dans un monde sans repères, dans un pays où règnent l'instabilité et l'inquiétude, le PS doit ouvrir un autre chemin. Le témoignage incantatoire n'est pas notre tradition.

C'est une longue marche qui s'ouvre et que nous vous proposons de mener ensemble, si vous accordez votre confiance au texte d'orientation B d'Olivier Faure.



Tristan FOVEAU

Agenda

26 août

18h30 : Réunion fédérale de présentation des textes d'orientation au local du PS à Brest.

27, 28 et 29 août

Rendez-vous de rentrée à Blois.

2 septembre

18h30 : Réunion fédérale de présentation des textes d'orientation au siège de la Fédération à Quimper.

5 septembre

Barbecue de rentrée ouvert aux adhérents et sympathisants de l'agglomération brestoise. Inscription au 02 98 44 55 43 ou ps-brest@wanadoo.fr Gratuit.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1362 - Vendredi 20 août 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



Pour un renouveau du service public d'éducation

Les présidentes et présidents des organisations membres du Mouvement ambition éducation (la ligue de l'enseignement, les Francas, Céméa, le Sgen-CFDT, l'UNSA Éducation, la FSU, engagé.es au quotidien, l'Andev, le Réseau Français des Villes Éducatrices, la FCPE, l'ORTEJ et les associations familiales laïques) ont signé fin juin un appel pour un renouveau du service public d'éducation.

À la rentrée, d'autres organisations rejoindront cet appel.

« La crise sanitaire met en exergue la capacité des différents acteurs de la communauté éducative à agir conjointement, au-delà des périmètres existants et des champs d'intervention habituels, pour répondre aux besoins sociaux, sanitaires, éducatifs et culturels des enfants et des jeunes. La communauté éducative, dans son ensemble, a assuré et assure la continuité du service public d'éducation, et attesté de ses capacités à réfléchir ensemble, dans un contexte difficile, à la meilleure collaboration éducative dans l'intérêt des enfants.

Dans un contexte où les phénomènes de repli sur soi et de rejet de l'altérité minent notre avenir commun et menacent la démocratie, dans un environnement où la frange la plus vulnérable des enfants et des adolescents est insuffisamment soutenue par un système éducatif qui ne parvient pas toujours à effacer les inégalités sociales et scolaires, les organisations signataires affirment qu'il n'y a pas de fatalité !

Au contraire, la période à venir doit être le fondement d'une nouvelle façon de concevoir l'action éducative sur notre territoire. C'est en unissant nos compétences, en renforçant des alliances éducatives respectueuses des identités de chacun, que nous pouvons construire un environnement éducatif global au plus près des territoires, unis dans la diversité et la complémentarité de nos métiers et savoirs d'expériences.

Situant depuis toujours leurs projets au cœur des enjeux de cohésion sociale et territoriale, de démocratie et d'équité, les signataires agissent pour que l'École, mais plus largement l'ensemble des espaces éducatifs, soient ces terrains fertiles de confiance, de vie collective, de pouvoir d'agir et de penser favorisant, par des pratiques émancipatrices, la construction d'une identité citoyenne. Dans les territoires l'existence de véritables projets éducatifs

est un enjeu central, car ils favorisent la cohérence entre les dispositifs existants en appui sur un pilotage au plus près des besoins des populations.



Nous affirmons vouloir agir pour une ambition éducative commune qui a pour centre l'enfant au-delà du seul champ de la scolarité. Car si l'École est un lieu éminemment social de cohésion et de vivre-ensemble qui développe la collaboration et la solidarité, les activités de vacances et les loisirs collectifs participent eux aussi à l'éducation des enfants et des jeunes et à la lutte contre les inégalités. Ensemble, aux côtés des familles, ces différents espaces répondent à des enjeux éducatifs et sociaux communs en promouvant la mixité sociale, en agissant contre les ségrégations territoriales et résidentielles en imaginant des espaces de « faire-ensemble ».

Les défis sont nombreux !

- Agir pour que l'École de la République renoue avec ses ambitions fondatrices : passer d'une École centrée sur la fabrique des « meilleurs » à une École qui permette à tous les enfants et à tous les jeunes de se préparer à faire les choix personnels, professionnels et citoyens qui jalonnent toute vie humaine.

- Militer pour un système éducatif gratuit, laïque et inclusif qui lutte contre les inégalités et accueille tous les enfants quels que soient leurs besoins.

- Promouvoir un véritable service public de l'éducation favorisant les coopérations contre les concurrences et faisant barrière à la marchandisation de l'éducation.

- Agir pour que l'École, mais plus largement l'ensemble des espaces éducatifs, permettent aux générations à venir d'être mieux armées pour relever les défis de notre temps : transition écologique, place du numérique...

C'est dans ce but que, nous, acteurs du champ de l'éducation, lançons cet appel à mobilisation.

Il y a urgence à faire entendre notre voix et celles des citoyens en mobilisant le plus grand nombre pour soutenir l'émergence d'une véritable politique éducative qui prennent en compte les défis d'aujourd'hui. Il y a donc urgence à ce que l'Éducation revienne dans le débat public, à l'échelle de tous les territoires. »